



NE DÉVORONS PLUS LE CLIMAT

Appel aux représentants des pays et des institutions internationales réunis à Paris

Du 30 novembre au 11 décembre 2015 se tiendra à Paris la XXI^e Conférence des Parties (COP 21) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'objectif de cette conférence est de conclure, pour la première fois en plus de 20 ans de médiation de la part des Nations Unies, **un accord contraignant et universel sur le climat**, qui soit accepté par toutes les nations.

En vue de ce rendez-vous, qui projette le climat au centre du débat politique mondial, toute l'attention se tourne vers les secteurs de l'énergie, de l'industrie lourde et des transports, **laissant en retrait la discussion sur le rapport entre alimentation et climat**.

Pourtant, **la production de nourriture, à la fois cause importante et victime du changement climatique**, pourrait aussi être **l'une des solutions**.

D'après le cinquième rapport du GIEC, **la température moyenne de la planète a augmenté de 0,85°C au siècle passé**. Cette dernière décennie a été la plus chaude depuis 1850 et les prévisions ne laissent guère d'espoir. Selon les scénarios climatiques, la température moyenne devrait augmenter de 5°C d'ici la fin du siècle si l'on ne limite pas les émissions de gaz à effet de serre, sachant qu'**une hausse de 2°C entraînerait déjà de très graves conséquences environnementales et sociales**. Des phénomènes exceptionnels (vagues de chaleur, inondations, sécheresses et ouragans) deviennent récurrents et la biodiversité enregistre des niveaux d'érosion jamais atteints. D'après la FAO, 70 ans nous ont suffi pour détruire les trois-quarts de l'agrobiodiversité sélectionnée par les agriculteurs depuis 10 000 ans. La hausse des températures des océans et leur acidification sont par ailleurs en train de miner leur capacité à stabiliser le climat.

Les conséquences du réchauffement climatique sont environnementales, mais aussi sociales, car les principales victimes sont les populations les plus pauvres. Chaque jour, des millions de personnes perdent leurs terres, leur sources d'eau, leur nourriture, et risquent de devenir de véritables réfugiés climatiques. Selon un rapport de la Banque mondiale, les conséquences du changement climatique pourraient conduire plus de 100 millions d'individus à la pauvreté d'ici à 2030. Et ces personnes se trouvent dans les régions les plus défavorisées de la planète. Il s'agit donc aussi d'une question de justice sociale.

C'est désormais un fait : **les principales causes du réchauffement climatique actuel ne sont autres que l'homme et ses activités**. Parmi ces dernières, la filière alimentaire joue un rôle de première importance.

Le **modèle agroalimentaire industriel**, qui s'est affirmé dans les années cinquante, se fonde sur plusieurs signes distinctifs : **une utilisation croissante des dérivés du pétrole** (engrais, pesticides et carburant pour les engins agricoles), **une production à grande échelle**, basée sur une gamme d'espèces, de variétés végétales et de races animales restreintes, **une exploitation aveugle des ressources naturelles** (sol, eau, forêts et océans), considérées comme des matières premières à consommer.

La production agricole a endossé la cape de l'industrie, dont **les principaux objectifs sont l'augmentation des quantités produites, la maximisation des rendements et l'accès aux marchés internationaux**.

Ce modèle, qui a embrassé la pensée productiviste, de la croissance infinie et du libéralisme économique, ne fait pas de la **sauvegarde de l'environnement** sa priorité.

Ce modèle se fonde sur une idée de croissance infinie avec des ressources planétaires qui ne le sont pas.

D'ici à 2050, les prévisions tablent sur 9 milliards de bouches à nourrir dans le monde et, pour les partisans du modèle agro-alimentaire industriel, la sécurité alimentaire de la planète dépend de l'extension des terres cultivables et de l'augmentation des rendements par hectare, à travers irrigation, utilisation intensive d'engrais agricoles, développement et diffusion d'hybrides végétaux sélectionnés, de races animales commerciales et d'OGM et concentration de la production (la superficie des fermes et élevages augmentent de plus en plus).

L'impact environnemental, social et sanitaire de ce système se révèle de plus en plus dévastateur. Les conséquences se mesurent en termes de pollution de l'air et des sources d'eau, de dégradation des sols, d'acidification des océans, de réduction des ressources énergétiques, de perte de la biodiversité, aussi bien biologique que culturelle, et de détérioration des écosystèmes.

Selon la FAO, si l'on tient compte de toute la filière, de la culture des végétaux pour le fourrage jusqu'à la consommation finale, la production animale industrielle est responsable de 14% des émissions de gaz à effet de serre, conséquence directe d'une consommation de viande exponentielle. De la même manière, l'aquaculture consomme des quantités impressionnantes de farines de poissons, pollue lourdement les eaux et, dans de nombreuses régions du monde, est responsable de la destruction de vastes portions de forêts de mangroves.

L'emprise du modèle agro-industriel fragilise de plus en plus les communautés locales et risque de compromettre l'agriculture artisanale et familiale, qui produit encore aujourd'hui 70% des aliments consommés sur la planète.

L'impact environnemental de ce modèle de production concerne aussi les phases de transport, de transformation et de distribution des aliments.

Les consommateurs sont désormais habitués à trouver, quelle que soit la saison, les mêmes produits en continu, venus souvent de pays lointains. Par l'utilisation massive des combustibles fossiles, les grandes distances parcourues par cette nourriture sont responsables de quantités élevées de gaz à effet de serre. Les phases d'emballage et de distribution requièrent elles aussi d'énormes quantités d'énergie. Les produits transformés et emballés présents dans les supermarchés sont issus de procédés industriels très gourmands en énergie et requièrent une grande quantité de conservateurs et d'additifs et sont emballés de matériaux rarement durables, du point de vue de leur production comme de leur élimination. Mais c'est la santé, des individus et de l'environnement, qui en paie les frais.

Le **gaspillage alimentaire à toutes les étapes de la filière** est la conséquence de ce système hyperproductiviste. Chaque année dans le monde, près d'1,3 milliards de tonnes d'aliments (soit un tiers de la production) sont gaspillés : un processus qui commence dans les champs et les élevages, se poursuit pendant la transformation et la vente et se termine enfin dans nos cuisines. Le gaspillage alimentaire engendre des coûts élevés en termes à la fois écologiques, économiques, éthiques et culturels.

Le paradoxe le plus criant de ce système est que la production alimentaire mondiale dépasse la quantité nécessaire (on pourrait nourrir environ 12,5 milliards d'individus), mais que 800 millions d'hommes et de femmes continuent de mourir de faim.

La solution n'est donc pas l'augmentation de la production, mais un système de production, de distribution et d'accès aux aliments totalement différent.

Pour combattre le réchauffement climatique, **les gouvernements doivent certes renouveler et renforcer leur engagement à limiter leurs émissions, mais il est essentiel qu'ils changent également radicalement de paradigme**, économique, social et culturel, et qu'ils promeuvent **une nouvelle agriculture**, durable et écologique.

Modifier quelques processus de production ne suffit pas. **Il faut considérer le système agroalimentaire dans son ensemble et adopter des pratiques agroécologiques** permettant de : **remédier, soit affronter les causes du changement climatique**, en réduisant l'impact de l'agriculture sur le climat et en diminuant les émissions de dioxyde de carbone et d'oxyde d'azote ;

atténuer, soit réduire l'impact du changement climatique sur l'agriculture en rendant les agriculteurs moins vulnérables en termes sociaux, économiques et environnementaux ; **adapter**, soit **améliorer les capacités des agriculteurs à réagir au changement climatique**, en privilégiant les pratiques locales de gestion favorisant la biodiversité et protégeant les écosystèmes.

L'agroécologie intègre des dimensions environnementales, sociales, économiques et politiques à une approche globale. Elle examine les agrosystèmes comme des ensembles dynamiques constitués d'organismes vivants (plantes, animaux, micro-organismes) qui interagissent avec l'environnement (sol, eau, climat, lumière). Elle évalue leur durabilité, non seulement sur la base de facteurs écologiques mais aussi du bien-être des populations. Elle préserve les équilibres naturels en se basant sur l'intégration des connaissances traditionnelles et des innovations de la recherche. Elle condamne les monocultures, promeut la diversification, valorise les variétés végétales et races locales. Elle réduit la dépendance aux combustibles fossiles, aux pesticides et aux fertilisants chimiques. Elle se base sur des techniques qui maintiennent l'humidité et la fertilité du sol tout en augmentant sa capacité de stockage du carbone. Elle protège les terrains de l'érosion et ralentit le processus de désertification. Elle promeut des formes d'élevage durables, des races autochtones plus adaptées au climat, à la géographie locale, des techniques respectueuses du bien-être animal et une bonne gestion des pâturages.

Un véritable renversement de la tendance est nécessaire, y compris dans les méthodes de distribution et de consommation.

Il faut encourager les filières courtes, réduire les intermédiaires de la chaîne de distribution, développer la vente directe dans les campagnes, favoriser l'accès aux produits locaux et durables, soutenir les solutions qui établissent un rapport direct entre producteurs et consommateurs, telles que les Amap, Ruche qui dit Oui et autres réseaux locavores.

Le pouvoir d'achat du consommateur peut conditionner la production et la distribution, en stimulant la diffusion de méthodes écocompatibles. Il faut encourager les citoyens à faire des choix conscients et à adopter des styles d'alimentation durables, à privilégier les produits locaux, de saison, à limiter leur consommation de viande et de laitages, à manger plus de céréales, de légumes et de légumineuses, à lire attentivement les étiquettes, à éviter les aliments contenant trop d'ingrédients et à choisir des produits limitant le suremballage ou écocompatibles.

Il est fondamental de **réduire le gaspillage alimentaire à toutes les étapes de la filière et de restituer sa valeur à la nourriture**, qui ne doit pas être traitée comme une marchandise ni devenir un déchet.

Il est fondamental de prévoir des financements et des subventions spécifiques pour les producteurs adoptant des méthodes agro-écologiques, encourageant le choix de pratiques plus durables.

Le système international de compensation carbone adopté après la rencontre de Kyoto prévoit que (pour une production maximale de gaz à effet de serre tolérable au niveau mondial et divisée entre les différents pays sous forme de droits d'émissions) les producteurs de certains pays peuvent vendre leurs crédits d'émissions à des producteurs qui ne parviennent pas à respecter les quotas autorisés. Ce système ne résout pas le problème. Dans le meilleur des cas, il le limite en délocalisant les solutions d'amélioration loin des sources de pollution. **Le défi à relever est au contraire de réduire de manière radicale, et partout, les sources de pollution**, en recourant à des énergies propres et en imposant aux producteurs de soutenir la totalité des coûts environnementaux causés par leur production, et contribuer ainsi à l'instauration de prix plus réalistes sur les marchés.

La COP 21 doit être un tournant et doit incarner l'effort commun de 196 pays pour affronter le problème mondial du changement climatique, en parvenant à la signature d'un accord partagé et de longue haleine.

Par ce document, nous demandons aux représentants des pays et des institutions internationales réunis à Paris de considérer sérieusement le rôle décisif du système alimentaire (agriculture, élevage, pêche, distribution et consommation), en raison de ses liens profonds avec le climat.

Et nous les appelons à promouvoir des politiques internationales à même de changer radicalement le système alimentaire actuel.